

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2006 — 4836

[C - 2006/36704]

6 OCTOBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement flamand portant répartition partielle du crédit provisionnel relatif à la politique de réparation économique, inscrit à l'allocation de base 00.17 du programme 24.6 du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2006

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 23 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2006, notamment l'article 58;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 25 avril 2006;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Economie, de l'Entreprise, des Sciences, de l'Innovation et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les crédits inscrits à l'allocation de base 00.17 du programme 24.6 sont répartis partiellement conformément au tableau ci-dessous :*(en milliers d'euros)*

Répartition de				Répartition vers				
DO	PR	AB	montant CND	DO	PR	AB	SC *	montant
24	6	00.17	2000	51	4	41.06	CED	2000
				51	4	41.06	COD	2000

* SC = Sorte de crédit

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, à la Cour des Comptes, au Parlement flamand et au Département des Affaires Etrangères.**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a la Politique des Débouchés et des Exportations dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 octobre 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

La Ministre flamande de l'Economie, de l'Entreprise, des Sciences, de l'Innovation et du Commerce extérieur,

Mme F. MOERMAN

Le Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,

D. VAN MECHELEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4837

[2006/203909]

14 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au financement de l'Institut scientifique de Service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne, notamment l'article 3, modifié par le décret du 9 avril 1998 et l'article 6, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif au financement de l'Institut scientifique de Service public;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 19 avril et 14 juin 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 septembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 octobre 2006 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :1^o "le décret" : le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne;2^o "l'Institut" : l'Institut scientifique de Service public;3^o "missions de service public" : chacune des missions de service public, exécutées en application de l'article 3, alinéa 2, 1^o, du décret;4^o "subventions" : les subventions, pour des missions ou des travaux ou des investissements, octroyées par la Région wallonne et inscrites au programme justificatif des recettes du budget de l'Institut, tel qu'adopté par le Parlement wallon;

5° "ressources spécifiques" : toutes les ressources financières autres que celles provenant de la Région wallonne, quelle qu'en soit l'origine, mises à la disposition de l'Institut dans le cadre de missions ou de travaux réalisés pour d'autres personnes que la Région;

6° "subvention générale" : la ou les subvention(s) inscrite(s) au budget général des dépenses de la Région wallonne et destinée(s) à permettre des dépenses non couvertes par les subventions et les ressources spécifiques.

Art. 2. L'Institut établit une proposition de plan financier pluriannuel portant sur une période de trois ans au minimum qu'il transmet au Gouvernement wallon, accompagné de l'avis du Comité d'accompagnement institué à l'article 4 du décret.

Pour la fin du premier semestre de chaque exercice, l'Institut fournit au Comité d'accompagnement les informations nécessaires à l'exécution de sa mission.

Art. 3. Chacune des missions de service public fait l'objet de la part du Ministre concerné d'un arrêté d'octroi de financement ainsi que d'un programme et d'un budget détaillés des prestations y incluses.

A chaque programme pour lequel cela apparaît utile est associé un comité de suivi désigné par le Ministre concerné. Le fonctionnement de ce comité est soumis au règlement d'ordre intérieur type adopté par le Comité d'accompagnement institué par l'article 4 du décret.

Art. 4. Sont imputés au budget de chaque mission de service public :

1° les coûts salariaux du personnel, au prorata de son affectation à la mission de service public;

2° les coûts de fonctionnement, y compris les frais d'assurance, les amortissements d'équipements et les frais d'entretien de ces équipements au prorata de leur utilisation réelle;

3° les frais généraux au prorata de la part que la mission de service public représente dans l'ensemble des missions et travaux de l'Institut;

4° les investissements exceptionnels et spécifiques.

Art. 5. Les prestations pour le secteur privé ou public réalisées en application de l'article 3, alinéa 2, 2°, du décret sont à charge des demandeurs, sur la base d'un tarif, d'une offre ou d'un devis établi par l'Institut.

A terme, les ressources spécifiques et les dépenses engendrées par ces prestations doivent s'équilibrer. Néanmoins, dans leur phase de mise en œuvre, elles peuvent justifier des dépenses qui excèdent les ressources spécifiques. L'excédent est inscrit dans le plan financier prévu à l'article 3 qui répartit sa décroissance sur les trois années au maximum qui suivent leur mise en œuvre.

La décroissance de l'excédent relatif aux prestations en cours lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté peut être répartie sur les cinq années au maximum qui suivent ladite entrée en vigueur.

Art. 6. Les prestations de certification ou d'agrément réglementaires sont facturées selon les tarifs fixés par le Ministre qui a l'Institut dans ses attributions, sur la proposition du Comité d'accompagnement institué par l'article 4 du décret.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif au financement de l'Institut scientifique de service public est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et vise les missions et travaux accomplis par l'Institut à partir du 1^{er} janvier 2006.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4837

[2006/203909]

14. NOVEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Finanzierung des "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1998, und des Artikels 6, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 über die Finanzierung des "Institut scientifique de Service public";

Aufgrund des am 19. April und am 14. Juni 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. September 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. Oktober 2006 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "das Dekret": das Dekret vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region;

2° "das Institut": das "Institut scientifique de Service public";

3° "Aufgaben öffentlichen Dienstes": jede der Aufgaben öffentlichen Dienstes, die in Anwendung des Artikels 3 Absatz 2 1° des Dekrets durchgeführt werden;

4° "Zuschüsse": die Zuschüsse für Aufgaben, Arbeiten oder Investitionen, die durch die Wallonische Region gewährt und in das die Einnahmen des Haushalts des Instituts begründende Programm, so wie durch das Parlament angenommen, eingetragen werden;

5° "spezifische Einnahmequellen": alle Finanzmittel außer denen, die von der Wallonischen Region stammen, ganz gleich woher sie stammen, die dem Institut im Rahmen von Aufgaben oder von Arbeiten, die für andere Personen als die Region durchgeführt werden, zur Verfügung gestellt werden;

6° "allgemeiner Zuschuss": der Zuschuss bzw. die Zuschüsse, der bzw. die im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region eingetragen ist bzw. sind und dazu bestimmt ist bzw. sind, Ausgaben, die nicht durch die Zuschüsse und die spezifischen Einnahmequellen gedeckt sind, zu ermöglichen.

Art. 2 - Das Institut erstellt einen Entwurf eines einen Zeitraum von mindestens 3 Jahren deckenden mehrjährigen Finanzplans, den es der Wallonischen Regierung zusammen mit dem Gutachten des durch Artikel 4 des Dekrets gegründeten Begleitausschusses übermittelt.

Am Ende des ersten Semesters eines jeden Geschäftsjahres übermittelt das Institut dem Begleitausschuss die zur Durchführung seiner Aufgaben notwendigen Auskünfte.

Art. 3 - Jede der Aufgaben öffentlichen Dienstes ist seitens des betroffenen Ministers Gegenstand eines Erlasses zur Gewährung der Finanzierung sowie eines ausführlichen Programms und eines ausführlichen Haushalts der darin enthaltenen Leistungen.

Mit jedem Programm, für welches es von Nutzen erscheint, wird ein durch den betroffenen Minister benannter Begleitausschuss verbunden. Die Arbeitsweise dieses Ausschusses unterliegt der durch den durch Artikel 4 des Dekrets gegründeten Begleitausschuss verabschiedeten Musterhausordnung.

Art. 4 - Dem Haushalt einer jeden Aufgabe öffentlichen Dienstes wird Folgendes angelastet:

1° die Lohnkosten des Personals im Verhältnis zu dessen Zuordnung zu der Aufgabe öffentlichen Dienstes;

2° die Betriebskosten einschließlich der Versicherungskosten, der Abschreibungen von Ausrüstungen und der Unterhaltskosten dieser Ausrüstungen im Verhältnis zu deren tatsächlichen Verwendung;

3° die allgemeinen Unkosten im Verhältnis zu dem Anteil der Aufgabe öffentlichen Dienstes an der Gesamtheit der Aufgaben und Arbeiten des Instituts;

4° die außerordentlichen und spezifischen Investitionen.

Art. 5 - Die Leistungen zugunsten des privaten oder des öffentlichen Sektors, die in Anwendung des Artikels 3 Absatz 2 2° des Dekrets durchgeführt werden, gehen zu Lasten der Antragsteller auf der Grundlage eines Tarifs, eines Angebots oder eines durch das Institut erstellten Kostenvoranschlags.

Nach einiger Zeit müssen die spezifischen Einnahmequellen und die Ausgaben, die durch diese Leistungen verursacht werden, im Gleichgewicht stehen. In ihrer Umsetzungsphase können sie jedoch Ausgaben rechtfertigen, die die spezifischen Einnahmequellen übertreffen. Der Mehrbetrag wird in den in Artikel 3 vorgesehenen Finanzplan eingetragen, der seine Abnahme auf höchstens die auf deren Umsetzung folgenden drei Jahre verteilt.

Die Abnahme des Mehrbetrags in Bezug auf die bei dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses laufenden Leistungen kann auf höchstens die auf das besagte Inkrafttreten folgenden fünf Jahre verteilt werden.

Art. 6 - Die Leistungen bezüglich der ordnungsmäßigen Zertifizierung oder Zulassung werden gemäß den vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Institut gehört, festgesetzten Tarifen auf Vorschlag des durch Artikel 4 des Dekrets gegründeten Begleitausschusses in Rechnung gestellt.

Art. 7 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 über die Finanzierung des "Institut scientifique de Service public" wird aufgehoben.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und betrifft die durch das Institut ab dem 1. Januar 2006 durchgeführten Aufgaben und Arbeiten.

Art. 9 - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4837

[2006/203909]

14 NOVEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de financiering van het "Institut scientifique de Service public"
(Openbaar Wetenschappelijk Instituut)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998, en op artikel 6, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 betreffende de financiering van het "Institut scientifique de Service public";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 april en 14 juni 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 september 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 oktober 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "decreet" : het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" in het Waalse Gewest;

2^o "Institut" : het " Institut scientifique de Service public ";

3^o "opdrachten van openbare dienst" : elke opdracht van openbare dienst, uitgevoerd overeenkomstig artikel 3, tweede lid, 1^o, van het decreet;

4^o "toelagen" : toelagen, voor opdrachten of werken of investeringen, toegekend door het Waalse Gewest en ingeschreven in het verantwoordingsprogramma van de ontvangsten van de begroting van het "Institut", zoals aangenomen door het Waals Parlement;

5^o "specifieke middelen" : alle financiële middelen, ander dan die van het Waalse Gewest, wat de oorsprong ook moge zijn, die ter beschikking van het "Institut" worden gesteld in het kader van opdrachten of werken die voor andere personen dan het Gewest worden uitgevoerd;

6^o "algemene toelage" : de toelage(n) opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor uitgaven die niet door de toelagen en specifieke middelen gedekt zijn.

Art. 2. Het "Institut" maakt een voorstel voor een financieel meerjarenplan op, over een minimumperiode van 3 jaar. Dit voorstel wordt aan de Waalse Regering overgemaakt, vergezeld van het advies van het begeleidingscomité opgericht bij artikel 4 van het decreet.

Vóór het einde van het eerste semester van elk boekjaar bezorgt het "Institut" de noodzakelijke inlichtingen voor de uitvoering van zijn opdracht aan het begeleidingscomité.

Art. 3. Elke opdracht van openbare dienst wordt door de betrokken Minister geregeld in een besluit tot toekenning van een financiering en wordt uitvoerig vermeld in een programma en een begroting van de daarin opgenomen prestaties.

Een door de betrokken minister aangewezen comité zorgt voor de opvolging van elk programma. Bedoeld comité valt voor zijn werking onder het model van het huishoudelijk reglement goedgekeurd door het begeleidingscomité opgericht bij artikel 4 van het decreet.

Art. 4. De volgende kosten zijn ten laste van de begroting van elke opdracht van openbare dienst :

1^o de loonkosten van de personeelsleden, naar rata van hun aanstelling voor de opdracht van openbare dienst;

2^o de werkingskosten, met inbegrip van de verzekeringskosten, de afschrijvingen op uitrusting en de kosten betreffende het onderhoud van die uitrusting naar rata van haar werkelijke gebruik;

3^o de bedrijfskosten naar rata van het deel dat de opdracht van openbare dienst vertegenwoordigt in het geheel van de opdrachten en werken van het "Institut";

4^o buitengewone en specifieke investeringen.

Art. 5. De prestaties voor de privé- of publieke sector, die overeenkomstig artikel 3, tweede lid, 2^o, van het decreet uitgevoerd zijn, zijn ten laste van de verzoekers op grond van een tarief, aanbod of bestek opgemaakt door het "Institut".

Op termijn moeten de specifieke middelen en de door deze prestaties veroorzaakte uitgaven elkaar in evenwicht houden. Zij kunnen evenwel in hun startfase uitgaven rechtvaardigen die de specifieke middelen overschrijden. Het overschot wordt in het financieel plan bedoeld in artikel 3 opgenomen. Het plan verspreidt de daling van het overschot over maximum drie jaar na de uitvoering.

De daling van het overschot betreffende de lopende prestaties tijdens de inwerkingtreding van dit besluit kunnen maximaal over vijf jaar worden verspreid na deze inwerkingtreding.

Art. 6. De reglementaire certificatie- of erkenningsprestaties worden gefactureerd overeenkomstig de tarieven vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheden het "Institut" behoort en op voordracht van het begeleidingscomité opgericht bij artikel 4 van het decreet.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 betreffende de financiering van het "Institut scientifique de Service public" wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, en heeft betrekking op de opdrachten en werken uitgevoerd door het "Institut" vanaf 1 januari 2006.

Art. 9. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN